

Les crédits

Lorsque j'ai discuté avec certains représentants de l'industrie l'an dernier, ceux-ci ont blâmé la taxe sur les produits et services, la valeur élevée du dollar qui empêche les producteurs canadiens de profiter des réductions tarifaires, de même que les taux d'intérêt élevés et la réticence des banques à leur consentir des prêts.

L'un de ces entrepreneurs a déménagé ses opérations de Toronto (Ontario) à Buffalo, parce qu'on lui accorde une subvention de 10 000 \$ par emploi. En outre, l'État de New York lui fournit d'autres subventions pour produire ses vestons à cet endroit et les vendre au Canada et aux États-Unis.

Un autre encore fait maintenant fabriquer beaucoup de robes au Mexique ou à Taiwan, en passant par les États-Unis; cet entrepreneur a par conséquent réduit son effectif de 100 employés à environ 35, pour parer aux fluctuations de la demande.

Ces travailleurs ont besoin d'un recyclage, mais pratiquement aucun d'entre eux, selon ce qu'eux, leurs syndicats et leurs employeurs m'ont dit, n'a pu avoir accès à des programmes efficaces à cet égard.

Selon l'Association canadienne des fabricants de vêtements, 1991 a été l'une des pires années qu'ait connues l'industrie du vêtement. C'est le constat général qu'elle fait. Il est évident que ce n'est pas uniquement la région de Toronto qui est touchée. Selon l'Association des fabricants de vêtements et l'Office commercial de l'Ontario, les données sur le chiffre d'affaires des sociétés et les dépenses des consommateurs montrent que la TPS a des répercussions démesurées sur les prix des vêtements au Canada.

Ils estiment que la TPS a entraîné une hausse de 1,1 p. 100 de l'indice général des prix à la consommation. Cependant, dans le secteur du vêtement, des chaussures et des accessoires, la TPS a provoqué une augmentation de 4 p. 100 des vêtements pour hommes, de 5,5 p. 100 des vêtements pour femmes, de 5,1 p. 100 des vêtements pour jeunes filles et de 6 p. 100 des vêtements pour jeunes garçons. L'industrie a donc été frappée de plein fouet.

Le libre-échange n'en est pas directement responsable, mais fait partie des politiques du gouvernement qui y sont associées.

L'association souligne aussi qu'en 1991, la valeur des importations américaines a crû de 18 p. 100, alors que les ventes au détail de vêtements fabriqués au Canada ont chuté de 13,4 p. 100. Cela est dû, en bonne partie, à l'implantation de chaînes de magasins appartenant à des

Américains qui s'approvisionnent aux États-Unis ou à l'étranger par l'entremise des États-Unis.

• (1250)

Presque la moitié des emplois de l'industrie du vêtement de Toronto, qui existe depuis plus de 100 ans, ont disparu. En outre, il se fait beaucoup plus de travail à la maison. Pour échapper à la pauvreté, ces travailleurs, des femmes pour la plupart, sont forcés de faire du travail à la maison au lieu de travailler en usine, ce qu'ils préféreraient. Le salaire est souvent de 2 \$ l'heure environ — c'est du travail à la pièce —, même si leurs enfants leur donnent parfois un coup de main et même s'ils doivent se servir de leur propre machine à coudre, payer l'électricité, etc. Tout cela pour un misérable salaire ne dépassant guère plus de 2 \$ l'heure, c'est-à-dire bien en deçà du salaire minimum.

On estime maintenant à 2 000 le nombre de personnes qui travaillent à la maison dans la ville de Toronto et qui font, à n'en pas douter, partie des plus pauvres des travailleurs.

Le temps est venu de réexaminer de fond en comble les dégâts qu'ont causés à l'économie canadienne l'Accord de libre-échange, la taxe sur les produits et services ainsi que les taux d'intérêt élevés. Ceux-ci sont maintenant en baisse, mais pendant les deux années qui ont suivi la conclusion de l'ALE, ils ont aggravé les problèmes. Sans oublier que la cherté du dollar canadien nous a fait perdre des marchés aux États-Unis, auxquels nous aurions pu accéder grâce aux réductions tarifaires.

Nous estimons que le gouvernement devrait revoir tout cela et songer sérieusement à annuler l'Accord de libre-échange, à rompre les négociations sur l'accord de libre-échange nord-américain et à adopter des politiques pour stimuler l'industrie de la fabrication du Canada et son appartenance à des intérêts canadiens.

Le président suppléant (M. Paproski): Une autre observation. Le député de Mississauga-Sud.

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Monsieur le Président, je me demandais si le député avait jeté un coup d'oeil aux statistiques du mois de mars. Il se trouve que nous avons eu en mars le plus gros excédent commercial de notre histoire, soit 12,8 milliards de dollars. Et de cette somme, 9,8 milliards de dollars provenaient d'exportations vers les États-Unis — ces méchants Américains — dans le cadre de l'Accord de libre-échange. Je le répète, nos exportations vers les États-Unis ont atteint un niveau record. Alors, comment peut-il prétendre que cet accord commercial est en train de nous détruire, de nous anéantir?